



Stéphane Richer

T 514.954.3199 F 514.954.1905 Montréal sricher@blg.com

Immobilier commercial

Cybersécurité, respect de la vie privée et protection des renseignements personnels

Actions collectives

Arbitrage commercial

Droit des sociétés et droit commercial

Franchisage et distribution

Droit de la diffamation et des médias

Services bancaires

Stéphane Richer est un avocat plaideur expérimenté ayant plaidé maintes fois devant tous les tribunaux judiciaires, incluant la Cour suprême du Canada (6362222 Canada inc. v. Prelco inc., 2021 SCC 39), ainsi que devant plusieurs tribunaux administratifs. Il se spécialise en litige commercial, plus particulièrement dans les litiges immobiliers, les actions collectives et les recours extraordinaires tels que les injonctions, les saisies avant jugement et les ordonnances Anton Piller. Il possède également une expertise des litiges en matière de :

- baux commerciaux
- droit immobilier
- copropriété
- prescription acquisitive
- droit municipal
- droit de l'environnement
- expropriation
- accès à l'information
- manquement à l'obligation de confidentialité
- protection des données
- cybersécurité
- fraude



services bancaires

Expérience

Actions collectives

- Banque Royale du Canada (Gabriel Bélanger c.) Action collective en matière de discrimination
- Société des alcools du Québec (Sonia Cohen c.) Action collective Loi sur la protection du consommateur
- Banque Royale du Canada (Nicolas Salko c.) Action collective en matière de frais de conversion de devise dans le cadre de contrat de courtage
- Banque Royale du Canada (Nathalie Nasseri c.) Action collective
- o Bell Canada (Carole Ouellet c.) Action collective Frais d'appels à frais virés
- Aisan Corporation of America (Serge Asselin et al. c.) Action collective en droit de la concurrence
- Aisan Industry Co. Ltd. et al. (Serge Asselin et al. c.) Action collective en droit de la concurrence

Litiges civils et commerciaux

- 6362222 Canada inc. (c. Prelco inc.) 2021 CSC 39 Litige relatif à l'implantation d'un logiciel de gestion intégré d'entreprise (ERP) et à l'applicabilité d'une clause de limitation de responsabilité
- Aéroports de Montréal (c. O.T.P. Transport Inc.) Litige relatif à un bail commercial
- Aéroports de Montréal (c. Société en commandite Adamax Immobilier et al.) Litige relatif à un bail commercial
- o Bell Canada (c. Latour) Recours en injonction / non-respect d'une servitude
- o Bell Canada (c. Zhang et al.) Recours en injonction / interprétation d'un acte de servitude
- o Banque de Montréal (c.9254-8494 Québec Inc. et al.) Litige relatif à un bail commercial
- Banque de Montréal et al. (Ville de Montréal c.) Litige relatif à un acte de permission d'occupation d'immeubles
- Centre universitaire de santé McGill et al. (c. Groupe MACH et al.) Litige relatif à un bail emphytéotique
- Equifax Canada Co. (Palicor Inc. c.) Litige relatif à un bail commercial
- Le Groupe Jean Coutu (PJC) Inc. (c. Labbé et al.) Litige relatif à un bail commercial
- The Brick Warehouse LP (Centrecorp Management Services Limited c.) Arbitrage relatif à un bail commercial
- Village des Valeurs (c. Resto Bar New-Yorkais et al.) Litige relatif à un bail commercial
- Les Restaurants McDonald Canada Ltée. (c. Vella et al.) Litige relatif à un bail commercial et à une clause d'exclusivité
- \circ **Zellers** (Great-West c.) Litige relatif à un bail commercial
- o **Zellers** (Les Galeries Laval Inc. c.) Litige relatif à un bail commercial
- o **Balayage Blainville Inc.** (c. Beauchamp et al.) Litige relatif à l'état d'enclave d'un immeuble et à une servitude légale de passage
- Bell Canada (c. Vidéotron s.e.n.c./Québecor Média Inc.) Recours en injonction en matière de droit de la concurrence/publicité trompeuse
- Bell Mobilité Inc. (c. Vartanian et al.) Recours visant à obtenir une ordonnance Anton Piller)
- Bell Canada (c. Jean-Baptiste) Recours relatif au vol et à la récupération de données informatiques



- Bell Canada (c. Hould) Litige relatif à des obligations de non-concurrence et de nonsollicitation
- o Aéroports de Montréal et al. (Despales et al. c.) Recours en injonction
- O'Bryan (c. Bercovitz) Mandat d'avocat superviseur indépendant dans le cadre de l'exécution d'une ordonnance Anton Piller
- Torenhejm (c. Goldberger) Mandat d'avocat superviseur indépendant dans le cadre de l'exécution d'une ordonnance Anton Piller
- o Chantier Davie Canada Inc. (Cecon c.) Recours en injonction
- o **KPH Turcot, un partenariat S.E.N.C. et al.** (Annie Beauregard et al. c.) Recours en injonction en matière de droit de l'environnement
- o **KPH Turcot**, **un partenariat S.E.N.C. et al.** (Ville de Westmount c.) Recours en injonction en matière de droit de l'environnement
- o Bell Canada (c. Bonin) Recours relatif au vol et à la récupération de données informatiques
- o Bell Canada (c. Weber) Recours relatif au vol et à la récupération de données informatiques
- Bell Canada (c. Robichaud et al.) Recours relatif au vol et à la récupération de données informatiques
- o Bell Canada (c. Teliphone et al.) Litige relatif à la diffusion illégale d'un contenu télévisuel
- Bell Mobilité (Miller c.) Litige relatif à la protection des renseignements personnels dans le secteur privé
- o **Banque de Montréal** (Mercier c.) Litige relatif à la protection des renseignements personnels dans le secteur privé
- Equifax Canada Co. et al. (Beauchamp c.) Litige relatif à la protection des renseignements personnels dans le secteur privé
- Le Groupe Créatech (Cuisines Laurier Inc. c.) Litige relatif à l'implantation d'un logiciel de gestion intégré d'entreprise (ERP)
- Le Groupe Créatech (Prelco Inc. c.) Litige relatif à l'implantation d'un logiciel de gestion intégré d'entreprise (ERP)
- Bell Média Inc. (Curateur Public du Québec c.) Litige relatif à la liberté d'expression et la diffamation
- Le Groupe Jean Coutu (PJC) Inc. (c. Chacra et al.) Litige relatif à une convention de franchise
- Le Groupe Jean Coutu (PJC) Inc. (c. Hadad) Litige relatif à une convention de franchise et à une obligation de non-concurrence
- o **Bell Canada** (Mazhero c.) Litige en matière de diffamation
- o **Doris** (c. Cortefiel) Litige relatif à une marque de commerce
- Centre universitaire de santé McGill (Dr. Tan et al. c.) Litige relatif à des ententes commerciales
- Signature on the Saint Laurent Group G.P. et Signature on the Saint Lawrence
 Construction G.P. (c. Sa Majesté la Reine du chef du Canada et Le Procureur général du Canada) Litige relative à une entente de partenariat public/privé

Perspectives et événements

Action collective – Rétrospective de l'année 2020 au Québec, points de vue de BLG, mars 2021



À l'extérieur de BLG

Activités professionnelles

- Membre, Association du Barreau canadien
- Membre. Association du Barreau de Montréal
- Membre, Institut de Développement Urbain du Québec
- Membre, Comité stratégique, avocats en pratique privée diplômés de l'UQAM
- Membre, Association of Certified Fraud Examiners, Division de Montréal
- Membre, Association des professionnels en droit de passage et immobilier du Québec
- Membre, Société des Plaideurs

Prix et marques de reconnaissance

- Reconnu dans le numéro 2026 de la publication The Best Lawyers in Canada (depuis 2024 dans la catégorie Actions collectives et depuis 2021 dans la catégorie Litiges - Droit des sociétés et droit commercial).
- Reconnu dans le numéro 2023 de la publication *The Canadian Legal Lexpert*® *Directory* (Litiges Droit des sociétés et droit commercial).
- Reconnu dans le numéro 2025 (et depuis 2022) de la publication Benchmark Litigation The definitive guide to litigation firms and attorneys in Canada en tant qu' « Étoile du litige », et dans les numéros 2020-2021 en tant qu' « Étoile montante »
- Reconnu dans le numéro 2023 de la publication Lexpert Special Edition Litigation

Admission au Barreau et formation

- Québec, 2002
- LL. B., Université du Québec à Montréal, 2001
- B.A. en histoire, Université Laval, 1997

BLG | Vos avocats au Canada

Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. (BLG) est le plus grand cabinet d'avocats canadien véritablement multiservices. À ce titre, il offre des conseils juridiques pratiques à des clients d'ici et d'ailleurs dans plus de domaines et de secteurs que tout autre cabinet canadien. Comptant plus de 725 avocats, agents de propriété intellectuelle et autres professionnels, BLG répond aux besoins juridiques d'entreprises et d'institutions au pays comme à l'étranger pour ce qui touche les fusions et acquisitions, les marchés financiers, les différends et le financement ou encore l'enregistrement de brevets et de marques de commerce.

blg.com